Le 23-06-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Communiqué de la Coordination européenne pour la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, sur la situation Italienne

le 19 juin 2018



88 jours après le séisme électoral du 4 mars 2018, marqué par la défaite des gardiens de l'ordre néolibéral et de la soumission à l'euro allemand - Parti démocratique (PD) et Forza Italia - le gouvernement de coalition M5S-Lega est enfin constitué.

La caste dominante épaulée par l'euro-oligarchie et la finance mondialisée, a essayé par tous les moyens d'empêcher que ces deux partis arrivent au pouvoir. Le 27 mai, le président de la République, Sergio Mattarella, en totale violation de ses prérogatives constitutionnelles, a affirmé vouloir empêcher tout acte hostile envers l'Union européenne. Il a tenté d'imposer un gouvernement fantoche dirigé par un chien de garde du système eurocratique.

Quand il a réalisé que son gouvernement n'aurait pas obtenu la confiance du parlement et que de nouvelles élections auraient favorisé le M5S et la Lega, Mattarella a fait marche arrière et a laissé les « populistes » former leur gouvernement. Un gouvernement de compromis puisqu'il a subi le veto du président de la République sur la nomination de certains ministres, notamment celle du ministre des Finances et celle du ministre des Affaires étrangères.

La constitution du gouvernement M5S-Lega, même amputée par le veto de la caste dominante, est une victoire du peuple italien, en particulier du monde du travail et de la jeunesse qui ont dit stop aux politiques d'austérité qui enrichissent une petite minorité et ont mené la nation à l'effondrement.

La grande majorité du monde du travail souhaite que ce gouvernement opère réellement un tournant radical en faveur de politiques sociales et mette fin à la soumission à l'Union euro-allemande.

Si ce gouvernement sortait des politiques d'austérité, s'il adoptait des mesures en faveur des classes laborieuses et des jeunes, s'il brisait les chaînes qui lient l'Italie et son peuple à l'euro, alors il faudrait que le peuple italien et les autres peuples le soutiennent. Une chose est certaine : même pour réaliser la moitié du programme social, le gouvernement devra recouvrer la souveraineté nationale et se préparer à un conflit avec l'Union européenne. Bruxelles, Berlin et Francfort n'accepteront pas de violations substantielles des traités. Ils tenteront de déstabiliser, voire de renverser, le gouvernement avant la fin de l'année en utilisant la prochaine loi budgétaire.

Si le gouvernement M5S-Lega se limitait à appliquer la partie libérale et sécuritaire de son programme, s'il acceptait les diktats de l'Union européenne, s'il suivait le funeste exemple de Tsipras, alors il trouverait une opposition déterminée. Mais ce n'est pas ce que nous souhaitons.

C'est pour cela que nous exprimons notre solidarité à la gauche patriotique italienne qui appelle à la formation d'un nouveau Comité de libération nationale (comme celui qui organisa la Résistance et remporta la victoire sur le nazisme et sur le fascisme) et à la plus large mobilisation pour empêcher l'ennemi principal (l'eurocratie et le grand capital prédateur) de reconquérir Rome et confirmer qu'il n'y a pas d'alternative (TINA - There is No Alternative). Si le gouvernement M5S–Lega suivait l'exemple grec, ce serait une défaite pour tous les peuples d'Europe. Cette défaite peut et doit être évitée.

Solidarité avec le peuple italien en lutte pour sa souveraineté !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire